

## Information concernant les salariés handicapés visés par une demande de participation aux frais de salaire

### 1. Responsable du traitement

L'Agence pour le développement de l'emploi (« **ADEM** ») est responsable du traitement de vos données personnelles dans le cadre de la procédure de participation aux frais de salaire.

- **Coordonnées de l'ADEM**  
Agence pour le développement de l'emploi (ADEM), 19, rue de Bitbourg L-1273 Luxembourg-Hamm ;  
Demandeurs d'emploi: tél.: (+352) 247-88888 ; Employeurs: tél.: (+352) 247-88000 ; e-mail :  
[info@adem.etat.lu](mailto:info@adem.etat.lu)
- **Coordonnées de notre DPO**  
Pour toute question concernant les traitements de vos données personnelles effectués par l'ADEM ou pour exercer vos droits conférés par le règlement général sur la protection des données (RGPD), vous pouvez contacter le délégué à la protection des données (DPO) de l'ADEM : e-mail :  
[info.rgpd@adem.etat.lu](mailto:info.rgpd@adem.etat.lu); courrier postal : ADEM, À l'attention du DPO, B.P. 2208, L-1022 Luxembourg.

### 2. Finalités et base juridique du traitement

L'ADEM collecte vos données personnelles pour traiter la demande de participation aux frais de salaire introduite par votre employeur. Vos données sont également utilisées :

- à des fins statistiques et à des fins archivistiques dans l'intérêt public ;
- le cas échéant, pour réaliser des contrôles afin d'identifier et combattre les cas de fraude en lien avec les prestations octroyées par l'ADEM et pour appliquer des sanctions en cas de violation avérée ; et
- le cas échéant, pour répondre aux réclamations et recours adressés à l'ADEM et assurer la défense en justice de nos droits et intérêts légitimes.

Selon l'article 15 de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées, l'ADEM peut allouer une participation de l'État au salaire du salarié handicapé aux employeurs du secteur privé et du secteur communal, aux établissements publics ainsi qu'à la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois. Le traitement de vos données est fondé sur nos missions d'intérêt public (article 6, paragraphe 1<sup>er</sup>, e) du RGPD).

Le traitement des données concernant la santé est nécessaire pour l'exécution de nos obligations et l'exercice de vos droits en matière d'emploi (article 9, paragraphe 2, b) du RGPD) et aux fins de l'appréciation de votre capacité de travail (article 9, paragraphe 2, h) du RGPD).

### 3. Catégories de données traitées et source des données

Les catégories de données suivantes sont traitées par l'ADEM :

- données d'identification (nom, prénom, matricule) ;
- données de contact (adresse postale) ;
- données relatives à votre emploi (telles que poste occupé, nature du contrat, date d'engagement, salaire brut actuel, lieu de travail, votre situation professionnelle, contrat de travail, affiliation) ;
- données de santé (telles que fiche médicale d'aptitude pour le nouveau poste de travail, capacité de travail, restrictions médicales, perte de rendement, incapacité de travail) ;
- données relatives à votre dossier auprès de l'ADEM (telles que statut de salarié handicapé, décision d'orientation vers le marché ordinaire, demandes antérieures de participation aux frais de salaire).

Dans le cadre de la procédure, vous pourriez être soumis à un examen médical auprès du médecin du travail de l'ADEM qui établira un bilan des déficits et des capacités résiduelles et à une analyse effectuée par un de nos agents pour évaluer votre perte de rendement.

Nous obtenons des données vous concernant auprès de votre employeur, mais nous effectuons également des vérifications dans nos propres fichiers, auprès du Registre National des Personnes Physiques (en ce qui concerne vos données signalétiques) et auprès du Centre commun de la sécurité sociale (en ce qui concerne votre affiliation).

### 4. Catégories de destinataires des données traitées

Vos données sont accessibles aux agents de l'ADEM, de la Commission d'Orientation et de Reclassement professionnel (COR) et de la Commission médicale en charge de votre dossier.

Vos données sont enregistrées dans le système d'information du Centre des Technologies de l'Information de l'État (CTIE) qui agit en tant que notre sous-traitant informatique. Pour assurer le traitement de la demande de votre employeur, vos données peuvent être communiquées au Ministère des Finances. En cas de recours, vos données peuvent être communiquées aux autorités judiciaires.

### 5. Durée de conservation

Vos données seront conservées pendant la période nécessaire à l'accomplissement des finalités du traitement ci-avant évoquées, compte tenu de nos obligations légales en matière de conservation et archivage des documents.

### 6. Droits des personnes concernées

Vous pouvez accéder aux données vous concernant et en obtenir une copie (article 15 du RGPD), obtenir la rectification de données inexacts ou incomplètes (article 16 du RGPD), vous opposer au traitement de vos données (article 21 du RGPD), obtenir l'effacement de celles-ci dans les conditions prévues par l'article 17 du RGPD et la limitation du traitement dans les conditions prévues par l'article 18 de ce même règlement.

Pour toute question concernant les traitements de vos données personnelles effectués par l'ADEM, et pour toute demande relative à l'exercice de vos droits, vous pouvez vous adresser au DPO de l'ADEM suivant les modalités indiquées dans la section 1 ci-dessus.

Si vous estimez que les traitements de vos données effectués par l'ADEM constituent une violation du RGPD, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale pour la Protection des Données (<https://cnpd.public.lu/fr>).

### ➤ En savoir plus sur la gestion de vos données personnelles par l'ADEM

Pour de plus amples informations sur les traitements de données effectués par l'ADEM, vous pouvez consulter notre **politique de confidentialité** dans la rubrique « **Protection des données** » de notre site internet <https://adem.public.lu/fr/support/protection-des-donnees> (disponible en langues française, anglaise et allemande).